



MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU D'ARRENS-MARSOUS

**PIECE 1 : NOTICE COMPLEMENTAIRE AU RAPPORT DE
PRESENTATION**



Modification simplifiée n°1 du PLU
Commune Arrens-Marsous
Notice complémentaire au rapport de présentation

VERSION	DESCRIPTION	ÉTABLI(E) PAR	CONTROLÉ(E) PAR	APPROUVÉ(E) PAR	DATE
01	1ere version	ABH			28/07/21

ARTELIA PAU
Hélioparc – 2 avenue Angot – CS8011 – 64053 PAU CEDEX 9 – TEL : 05 59 84 58 34

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	5
A. OBJETS DE LA MODIFICATION ET EVOLUTIONS ENVISAGEES	7
1. AJOUT/MODIFICATION DE LA RÈGLE D'ASPECT DES BÂTIMENTS AGRICOLES EN ZONE AGRICOLE (A) ET NATURELLE (N).....	9
1.1. Modification de l'article 11 de la zone agricole (A) du règlement écrit.....	9
1.2. Modification de l'article 11 de la zone naturelle (N)	10
B. INCIDENCES DE LA MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE SITE NATURA 2000	13
2. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	15
2.1. MILIEU PHYSIQUE.....	15
2.1.1. Contexte hydrographique	15
2.1.2. Contexte topographique.....	15
2.2. MILIEU NATUREL	15
2.2.1. Mesures de connaissance, gestion et protection du patrimoine naturel ...	15
2.2.1.1. Réseau Natura 2000.....	15
2.2.1.2. Zone Naturelle d'Inventaire Ecologique Floristique et Faunistique	17
2.2.1.3. Parc National des Pyrénées.....	18
2.2.2. La trame verte et bleue	20
2.2.2.1. Contexte réglementaire	20
2.3. INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET RESEAUX	24
2.3.1. Réseau routier.....	24
2.3.2. Eau potable.....	24
2.3.3. Assainissement eaux usées.....	24
2.3.4. Pluvial	24
2.4. POLLUTIONS.....	25
2.4.1. Eau.....	25

2.4.1.1. Outils de gestion et de planification	25
2.4.1.2. Etat des masses d'eau	25
2.4.2. Air	26
2.4.3. Sols	27
2.5. RISQUES NATURELS ET ANTHROPIQUES	28
2.5.1. Inondation	28
2.5.2. Le risque mouvement de terrain	28
2.5.3. Les cavités souterraines	28
2.5.4. Le risque remontée de nappes	29
2.5.5. Le risque retrait-gonflement des argiles	29
2.5.6. Risque sismique	30
2.5.7. Radon	30
2.6. CADRE DE VIE ET PATRIMOINE	31
2.6.1. Paysage	31
2.6.1.1. Le nord de la commune, jusqu'au verrou de Pouey Laün	31
2.6.1.2. Le sud du verrou de Pouey Laün	32
2.6.1.3. Le sud de la commune	33
2.6.2. Patrimoine	33
2.6.2.1. Le bâti	33
2.6.2.2. Le patrimoine architectural	34
2.6.2.3. Le patrimoine archéologique	35
3. ARTICULATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET LES PLANS OU PROGRAMMES	36
3.1. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE ADOUR-GARONNE	36
4. ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET SUR LE SITE NATURA 2000	37

PREAMBULE

La modification simplifiée du PLU est l'une des procédures d'urbanisme prévue par le code de l'urbanisme pour permettre aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dotées d'un document d'urbanisme de le faire évoluer.

Prévue à l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme, la procédure de modification simplifiée est engagée dans les cas où les modifications apportées :

- Ne changent pas les orientations définies par le PADD (*champ d'application de la révision*),
- Ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ni une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, du paysage et des milieux naturels, ni comporter de graves risques de nuisances (*champ d'application de la révision*),
- Ne majore pas de plus de 20% les possibilités de construire résultant dans une zone de l'application de l'ensemble des règles du plan, ne diminue pas les possibilités de construire et ne réduit pas la surface d'une zone urbaine U ou AU (*champ d'application de la modification de droit commun*).

A noter que les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion de leur révision ou modification, s'il est établi, après un examen au cas par cas, que la procédure est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

La commune d'Arrens-Marsous souhaite faire évoluer son PLU de la façon suivante :

- Modifier la règle sur l'aspect des constructions à destination agricole en zone A afin de l'adapter aux contraintes techniques et financières de ce type de construction et intégrer cette règle en zone N afin d'harmoniser les dispositions sur les constructions agricoles en zone A et N.

Au regard des évolutions souhaitées, le PLU d'Arrens-Marsous, approuvé en 2010, est ainsi soumis à une première modification simplifiée.

La modification simplifiée induira une évolution des pièces suivantes :

⇒ *Le règlement écrit (zone A et N)*

Pour que chacun puisse être informé du projet de modification simplifiée du P.L.U et de son motif, ce dossier de présentation sera mis à la disposition du public durant un mois conformément au Code de l'Urbanisme.

A. OBJETS DE LA MODIFICATION ET EVOLUTIONS ENVISAGEES

1. AJOUT/MODIFICATION DE LA REGLE D'ASPECT DES BATIMENTS AGRICOLES EN ZONE AGRICOLE (A) ET NATURELLE (N)

L'évolution des dispositions sur l'aspect extérieur des constructions à destination agricole vise à adapter l'aspect de ces constructions aux contraintes techniques et financières auxquelles ces dernières sont soumises tout en favorisant leur bonne intégration dans l'environnement.

Dans le même temps, la commune souhaite harmoniser ces dispositions entre la zone A et N afin d'assurer une cohérence globale à l'échelle du territoire communal.

1.1. MODIFICATION DE L'ARTICLE 11 DE LA ZONE AGRICOLE (A) DU REGLEMENT ECRIT

L'article 11 de la zone agricole prévoit des dispositions adaptées à la vocation de la zone destinée à accueillir des constructions à destination agricole.

ARTICLE A-11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Toute construction ou occupation du sol peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les toitures seront au minimum à deux pentes et de préférence avec des pentes qui ne seront pas inférieures à 40 %.

Les couvertures seront de teinte gris clair à gris foncé. Les murs seront obligatoirement enduits ou recevront un bardage bois.

Article 11 de la zone agricole (A) avant modification simplifiée du PLU

Si la commune souhaite maintenir, pour les constructions à destination agricole, les dispositions sur l'obligation de :

- Réalisation des toitures à deux pentes minimum,
- Respect des teintes gris clair à gris foncé pour la couleur des couvertures,
- Réalisation d'un enduit sur les murs ou d'un bardage bois.

Elle prévoit toutefois de :

- Faire évoluer le pourcentage minimum imposé pour les pentes de toit au regard des projets ayant émergé ces dernières années. Elle souhaite ainsi imposer désormais une pente de toit à 35% au lieu de 40% en émettant une exception liée aux contraintes techniques éventuelles,
- D'ajouter une disposition afin que les couleurs utilisées soient dans les tons mats, et ce afin de limiter leur impact dans le paysage.

ARTICLE A-11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Toute construction ou occupation du sol peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les toitures seront au minimum à deux pentes et ~~de préférence~~ avec des pentes qui ne seront pas inférieures à ~~40~~ 35 % sauf disposition(s) technique(s) dûment justifiée(s)

Les couvertures seront de teinte gris clair à gris foncé.

Les murs seront obligatoirement enduits ou recevront un bardage bois. Les enduits seront dans des tons mats.

Article 11 de la zone agricole (A) après modification simplifiée du PLU

1.2. MODIFICATION DE L'ARTICLE 11 DE LA ZONE NATURELLE (N)

L'article 11 de la zone naturelle (N), ne prévoit aucune disposition spécifique pour les bâtiments agricoles. Il soumet ainsi ces constructions aux mêmes dispositions que les autres constructions imposant ainsi des matériaux de couverture de type ardoise naturelle et une pente minimum de 60%.

ARTICLE N-11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Toute construction ou occupation du sol peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Le matériau de couverture sera de type ardoise naturelle ou de format, de teinte et d'épaisseur similaire. La pente ne sera pas inférieure à 60%.

Article 11 de la zone agricole (N) avant modification simplifiée du PLU

Ces dispositions apparaissent aujourd'hui très contraignantes pour la construction de nouveaux bâtiments agricoles, autorisée en zone naturelle (N). La commune souhaite dès lors harmoniser la règle en zone A et N en prenant en compte les évolutions prévues en zone A dans la présente modification simplifiée.

ARTICLE N-11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Toute construction ou occupation du sol peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Le matériau de couverture sera de type ardoise naturelle ou de format, de teinte et d'épaisseur similaire. La pente ne sera pas inférieure à 60%.

Dispositions spécifiques aux constructions à destination agricole :

Les toitures seront au minimum à deux pentes et avec des pentes qui ne seront pas inférieures à 35 % sauf disposition(s) technique(s) dûment justifiée(s)

Les couvertures seront de teinte gris clair à gris foncé.

Les murs seront obligatoirement enduits ou recevront un bardage bois. Les enduits seront dans des tons mats.

Article 11 de la zone naturelle (N) après modification simplifiée du PLU



B. INCIDENCES DE LA MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE SITE NATURA 2000

2. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2.1. MILIEU PHYSIQUE

2.1.1. Contexte hydrographique

La commune d'Arrens-Marsous est parcouru d'un réseau hydrographique dense avec de nombreux ruisseaux fonctionnant de façon intermittente.

Le Gave d'Azun, principal cours d'eau du territoire, traverse le centre du village d'Arrens.

Le Gave d'Azun draine un bassin versant d'une superficie de 90 km² allant des crêtes frontalières (altitude 3 144 m au Balaitous) aux limites Nord de Marsous (860 m). Né dans les massifs granitiques de la haute chaîne, il s'incise dans la haute vallée du Tech jusqu'à l'amont d'Arrens-Marsous par une succession de gorges et de replats.

Les torrents du Larribet, de la Lie, de l'Arriougrand, de Bouleste et Labadaus sont ses principaux affluents. De nombreuses ravines torrentielles fonctionnelles contribuent également à l'alimentation du Gave, lui conférant un caractère torrentiel affirmé.

Dès son débouché dans le bassin d'Arrens-Marsous, le Gave emprunte une zone plane qui conserve dans sa topographie et dans son parcellaire de proximité du cours d'eau, l'apparence d'une plaine d'inondation avec ses lits de divagation tressés.

Il est alimenté en rive droite et en rive gauche par des affluents dont les débits solides ne sont pas négligeables lors d'épisodes de crue. Il s'agit essentiellement des torrents du Bau, Basarède, Artouech, Laün, Hoo, Barats, Canau et Coustère.

2.1.2. Contexte topographique

Village de montagne, Arrens-Marsous présente un relief contrasté avec la présence de plusieurs pics ; le dénivelé s'échelonne de 2 284 m au Gave d'Azun (860 m) et au Balaitous (3 144 m).

2.2. MILIEU NATUREL

2.2.1. Mesures de connaissance, gestion et protection du patrimoine naturel

Le territoire fait l'objet de nombreuses mesures de connaissance, gestion et protection du patrimoine naturel.

2.2.1.1. Réseau Natura 2000

Le territoire communal est concerné par deux sites Natura 2000 FR 7300921 " Gabizos (et vallée d'Arrens, versant sud-est du Gabizos) " et FR7300924 " Péguère, Barbat, Cambalès ". Le site d'implantation du projet n'est en revanche concerné par aucun d'entre eux.

Si le site " Péguère, Barbat, Cambalès " ne concerne qu'une très infime partie du territoire communal en limite sud-est, le site " Gabizos (et vallée d'Arrens, versant sud-est du Gabizos) " est principalement localisé sur Arrens-Marsous s'étend sur 2924 ha, dont 438 ha en zone cœur du Parc national des Pyrénées.

Ce site est représentatif de la montagne pyrénéenne pastorale, avec une grande importance des surfaces de pelouses ouvertes, en lien avec les forêts et les landes en basse altitude, et avec les milieux rocheux en haute altitude. Ces pelouses sont majoritairement d'intérêt communautaire au regard de la Directive Habitat, et constituent de ce fait un enjeu important du site.

La végétation est principalement constituée d'une végétation caractéristique de la haute montagne pyrénéenne calcaire, bien que la géologie du site, complexe, présente également des zones siliceuses avec son cortège végétal classique.

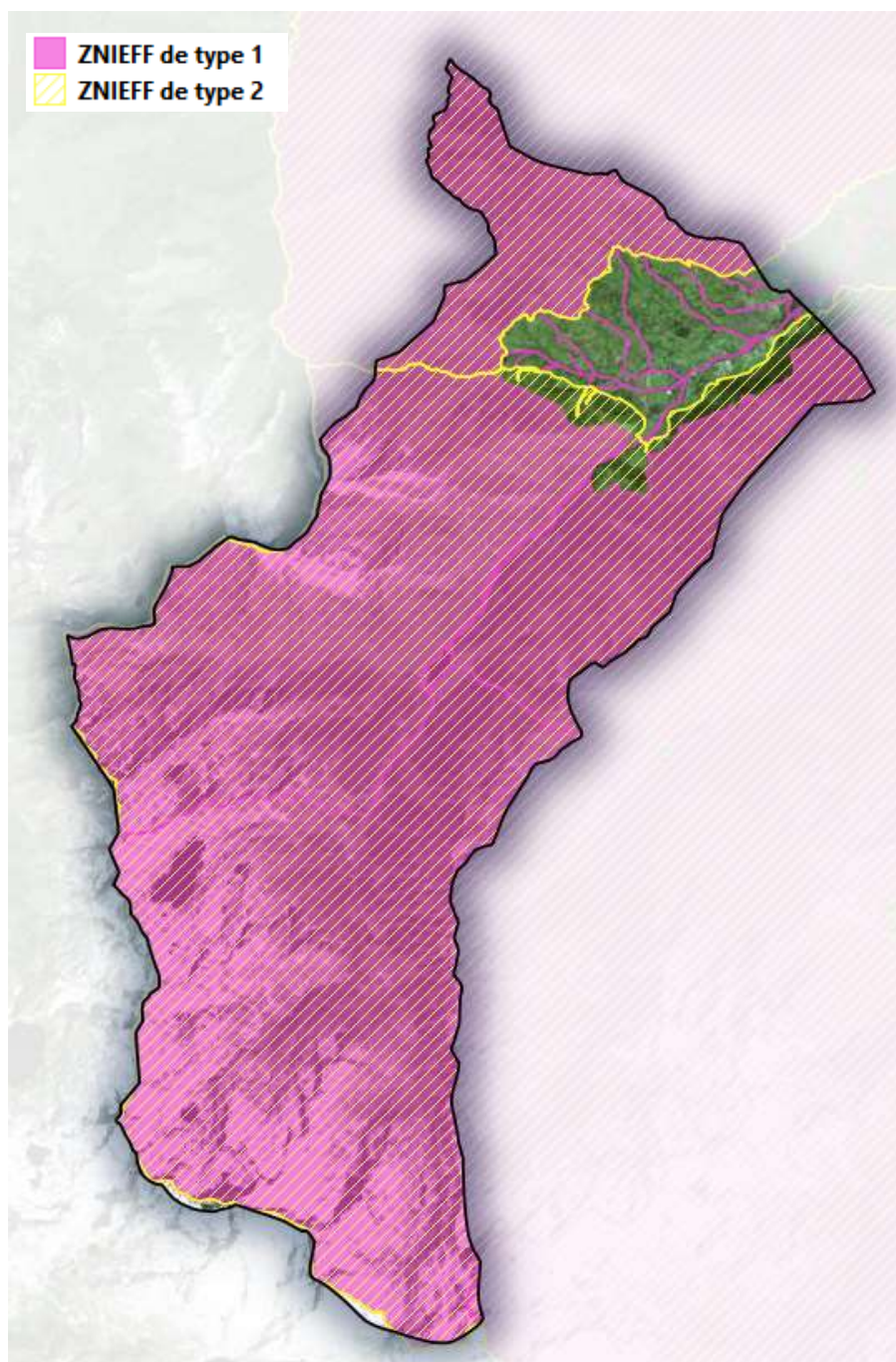


Localisation des sites Natura 2000 sur le territoire communal

2.2.1.2. Zone Naturelle d'Inventaire Ecologique Floristique et Faunistique

Le territoire communal est concerné par 9 ZNIEFFs.

Nom	Type	Superficie
Massif montagneux entre Argelès-Gazost et l'Ouzom	1	6 108,08 ha
Hautes vallées des Gaves d'Arrens et de Labat de Bun	1	6 865,60 ha
Gaves d'Arrens, d'Estaing et de Cauterets	1	120,78 ha
Massif du Vignemale et callées du Marcadau, Gaube et Lutour	1	13 414,84 ha
Versant Est du Gabizos	1	3 107,50 ha
Massif du Pic du Midi d'Arrens	1	2 587,43 ha
Val d'Azun et Haute Vallée du Gave de Cauterets	2	35 377,12 ha
Massifs calcaires de l'Estibète, du Granquet et du Pibeste, forêt de Très Crouts, vallées du Bergons et crêtes	2	17 870,44 ha



Localisation des ZNIEFFs sur le territoire communal

2.2.1.3. Parc National des Pyrénées

Arrens-Marsous est située sur le territoire du Parc National des Pyrénées qui s'étire sur 100 km, sur 6 vallées, 2 départements (Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées) et 2 régions (Nouvelle Aquitaine et Occitanie), du Gave d'Aspe à la Neste d'Aure le long de la crête frontière qui l'unit à l'Espagne. Son territoire s'étend sur 45 707 ha pour la zone cœur, 128 400 ha pour l'aire d'adhésion et 206 352 ha pour l'aire optimale d'adhésion. Il a été créé par le décret du 23 mars 1967 et modifié par le décret du 15 avril 2009.

Une charte élaborée par le Parc et les acteurs des vallées, a été approuvée par décret le 28 décembre 2012 ; elle définit un projet concerté de territoire pour une durée de 15 ans. Elle a pour objectif de protéger et valoriser les patrimoines naturel, culturel et paysager et de soutenir l'économie locale dans une perspective de développement durable.

La commune fait partie de l'aire d'adhésion du Parc pour ses deux tiers nord, incluant ainsi le secteur concerné par la révision allégée. Dans l'aire d'adhésion, elle définit des orientations de protection, de mise en valeur et de développement durable.

Le tiers sud du territoire est quant à lui compris dans la zone cœur.



Parc National des Pyrénées sur le territoire communal

La charte est composée de deux parties :

- Pour le cœur, elle définit les objectifs de protection du patrimoine naturel, culturel et paysager et précise les modalités d'application de la réglementation mentionnées dans le décret,
- Pour l'aire d'adhésion, les orientations de protection, de mise en valeur et de développement durable indiquent les moyens à mettre en œuvre.

La charte comporte un plan du parc indiquant les différentes zones et leur vocation. L'un des objectifs assignés à la charte est d'harmoniser les politiques publiques sur le territoire. Des relations réglementaires ont ainsi été établies entre les documents de planification de l'Etat, des collectivités et la charte du parc.

2.2.2. La trame verte et bleue

2.2.2.1. Contexte réglementaire

Définies par la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement pour l'Environnement, « les trames vertes et bleues ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural.

A cette fin, ces trames contribuent à :

- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique,
- Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques,
- Préserver les zones humides,
- Prendre en compte la biologie des espèces sauvages,
- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages,
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages. »

Cette même loi demande la prise en compte de ces trames verte et bleues (TVB) à différents échelons :

- National, au travers de l'élaboration d'un document-cadre intitulé « Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques »,
- Les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) doivent prendre en compte et appliquer à l'échelle régionale les orientations nationales définies au niveau national, ainsi que prendre en compte les dispositions des SDAGE,
- Enfin, aux échelons supracommunal et communal, les SCOT et les PLU doivent appliquer ces dispositions et définir les TVB présentes sur leur territoire.

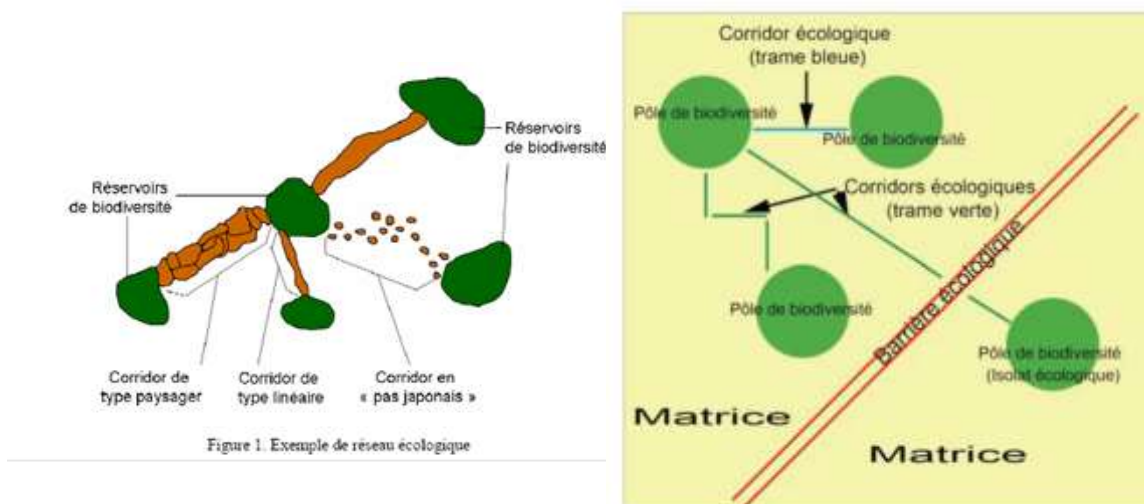
Définition de la TVB

Les trames verte et bleue représentent un réseau écologique qui vise à favoriser le déplacement des espèces entre les divers habitats favorables présents sur leur aire de répartition. La trame est donc constituée de deux composants principaux : les réservoirs, ou pôles de biodiversité et les corridors (assurant les échanges entre les réservoirs).

Une TVB se définit donc au travers de plusieurs éléments :

- Des réservoirs de biodiversité : secteurs naturels d'intérêt de taille diverse formant les habitats de la faune et de la flore remarquables et ordinaires,
- Les corridors écologiques, qui relient les pôles de biodiversité entre eux,
- Et enfin les coupures écologiques, créées par l'anthropisation du territoire (voies, urbanisation, ...) : même si leur utilité n'est pas (toujours) remise en cause, leur présence induit une fragmentation et de fait une diminution des habitats naturels.

La structure écologique d'un territoire peut ainsi s'expliquer schématiquement de la façon suivante :



La délimitation d'une trame verte et bleue dans un document d'urbanisme permet de repérer ces différents éléments, et de constituer une aide à la décision dans la formulation des objectifs et du projet communal, le but étant de construire un PLU qui vise à ne pas fragmenter de façon trop importante les habitats naturels et à préserver les continuités écologiques principales.

Continuités écologiques sur la commune

La définition de la trame verte et bleue à hauteur du territoire s'est appuyée sur les données existantes et notamment le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Midi-Pyrénées approuvé le 27 mars 2015 qui identifie les continuités écologiques à l'échelle régionale associée à une photo-interprétation et un repérage terrain.

Le territoire s'inscrit sur plusieurs étages, collinéen, montagnard, subalpin et alpin, pour lesquels correspondent une végétation et une faune spécifiques. Le territoire est marqué par une importante proportion de zones de montagne ainsi que par la tête de bassin versant du gave d'Azun, offrant ainsi une diversité et une grande richesse de milieux naturels et d'espèces s'étendant bien au-delà des limites communales.

Plusieurs secteurs du territoire contribuent ainsi à assurer une continuité écologique avec les territoires voisins tant en matière de trame terrestre qu'en matière de trame bleue. Parmi les principaux éléments constitutifs de la TVB sur le territoire, on peut donc notamment citer :

- Les réservoirs de biodiversité de la trame terrestre que sont les milieux boisés d'altitude sur la partie nord du territoire et les milieux rocheux couvrant la quasi-intégralité du territoire constituant
- Les réservoirs de biodiversité de la trame bleue que sont le Gave d'Azun et ses affluents e
- Les corridors écologiques de la trame verte représentés par :
 - Les milieux ouverts d'altitude
 - L'ensemble du chevelu drainant le territoire.

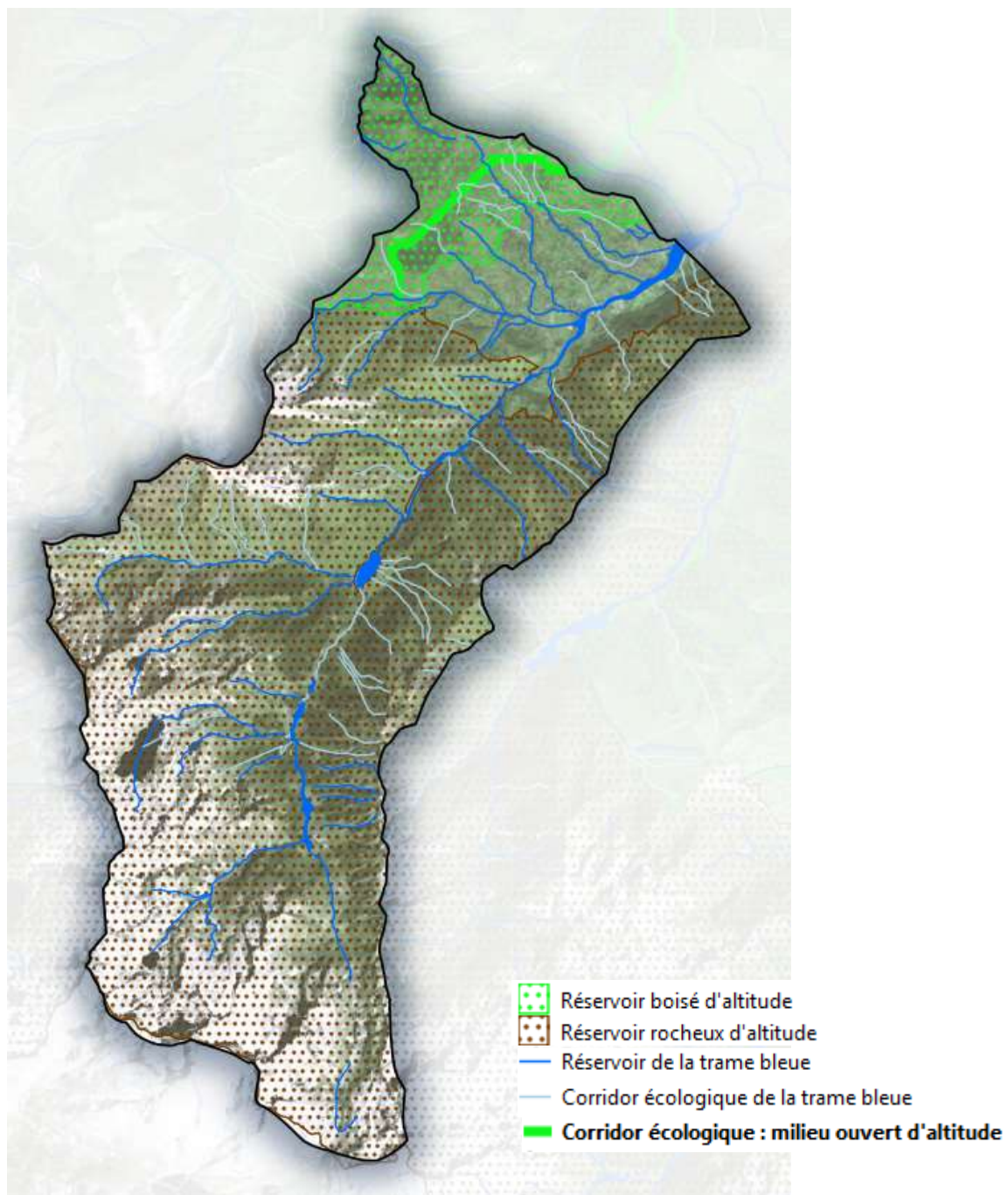


Illustration des continuités écologiques sur le territoire communal (source SIG SRCE Midi-Pyrénées)

2.3. INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET RESEAUX

2.3.1. Réseau routier

La principale voie permettant de desservir Arrens-Marsous est la RD918, qui en provenance d'Argeles-Gazost permet de rejoindre la vallée d'Ossau via le col du Soulor puis le col d'Aubisque.

Deux routes départementales émergent de cette voie principale :

- La RD105 partant du centre d'Arrens suit le Gave d'Arrens jusqu'à l'usine hydroélectrique du Migouélou (12 km),
- La RD 603 permettant de rejoindre Estaing.

2.3.2. Eau potable

L'eau distribuée provient des différents captages de sources situées essentiellement sur le massif du Gabizos.

Pour Arrens, il existe deux captages (captage de la Reine Hortense, captage de Poey Débat), et deux réservoirs (réservoir du village, réservoir du port d'arrêt pour une capacité de 220 m³).

Le bourg est desservi majoritairement par des canalisations de diamètre Ø 100 et Ø 80.

Marsous dispose d'un captage au Nord du village, et d'un réservoir d'une capacité de 100 m³. Les canalisations desservant le bourg de Marsous sont de diamètre Ø 60.

2.3.3. Assainissement eaux usées

La commune d'Arrens-Marsous dispose d'une station d'épuration mise en service en mai 2015 dont les principales caractéristiques sont les suivantes (données source <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>):

- Capacité nominale : 2300 EH,
- Charge maximale en entrée en 2018 : 1347 EH,
- Débit de référence retenu : 262m³/j,
- Rejet : Gave d'Azun.

2.3.4. Pluvial

La commune d'Arrens-Marsous est desservie par un réseau de collecte des eaux pluviales.

2.4. POLLUTIONS

2.4.1. Eau

2.4.1.1. Outils de gestion et de planification

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a mis en place une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau, de manière à satisfaire simultanément l'ensemble des usages de l'eau, à préserver et restaurer les écosystèmes aquatiques et à les protéger contre toute pollution.

Plusieurs outils de planification ont été créés dont, et surtout, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Le SDAGE met en œuvre la politique européenne de l'eau instituée par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000.

Il constitue ainsi le cadre de référence de la gestion de l'eau. Grâce à cet outil, chaque grand bassin hydrographique peut désormais mieux organiser et mieux prévoir ses orientations fondamentales.

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) quant à lui fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau au niveau local.

Le territoire communal est concerné par le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 approuvé en décembre 2015.

Les objectifs environnementaux du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 sont précisés au chapitre 5 du SDAGE et concernent notamment le bon état pour chacune des masses d'eau du bassin.

Afin d'atteindre ces objectifs environnementaux, le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 est organisé autour de 4 orientations et de 152 dispositions.

Les 4 orientations du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 sont :

- A. Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE,
- B. Réduire les pollutions,
- C. Améliorer la gestion quantitative,
- D. Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques.

Le territoire est également concerné par le contrat de milieux Gave de Pau amont (2ème contrat) en cours d'exécution.

2.4.1.2. Etat des masses d'eau

En application de la directive cadre sur l'eau 2000/60/DCE du 23 octobre 2000, les objectifs de qualité jusqu'alors utilisés par cours d'eau sont remplacés par des objectifs environnementaux qui sont retenus par masse d'eau. Les objectifs de qualité des eaux sont fixés par les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Ces objectifs doivent être atteints au plus tard le 22 décembre 2015 (sauf reports de délai ou objectifs moins stricts).

L'état des masses d'eau est défini par l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du Code de l'environnement.

La commune est concernée par cinq masses d'eau rivière ; l'état de ces masses d'eau, selon l'évaluation de l'état des lieux 2019 sur la base des données 2015 à 2017 est le suivant (source données <http://adour-garonne.eaufrance.fr/>):

Référence masse d'eau	Etat écologique	Etat chimique	Pressions significatives
FRFR244 : Le Gave d'Azun du confluent du Masseys (inclus) au confluent du Gave de Pau	Bon	Non classé	Pressions ponctuelles liées aux rejets macropolluants des stations d'épuration domestiques par temps sec Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements : altération de la continuité, de l'hydrologie et de la morphologie
FRFR244_1 : Gave d'Azun	Bon	Non classé	Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements : altération de l'hydrologie et de la morphologie
FRFR244_3 : Le Laün	Bon	Non classé	-
FRFR244_4 : Ruisseau de Labas	Bon	Non classé	-
FRFR437_1 : Ruisseau de Hougarou	Bon	Non classé	-

2.4.2. Air

L'état est chargé de la surveillance de la qualité de l'air sur tout le territoire français. Pour cela, il agréé des associations dans les grandes agglomérations et les sites les plus sensibles, en partenariat avec les collectivités locales, les émetteurs potentiels de polluants et les associations de protection de l'environnement. Pour la région Midi-Pyrénées, l'association mesurant la qualité de l'air est l'ORAMIP.

Les sites de mesures continues de la qualité de l'air les plus proches sont situés au niveau de l'agglomération de Lourdes.

Les données qui suivent sont issues de la base de données en ligne <https://atmo-occitanie.org/> et notamment du bilan de la qualité de l'air produit à l'échelle du Parc National des Pyrénées / CCPVG en mars 2020.

De façon générale les émissions de polluants atmosphériques sur le territoire du Parc sont en baisse depuis 2010. La baisse est régulière pour les oxydes d'azote notamment, dont le principal contributeur est le trafic routier avec une diminution entre 2010 et 2017 de près d'un quart, légèrement au-delà de la diminution des émissions de NOx observées à l'échelle départementale sur la même période : -19%.

Les émissions de PM10 diminuent de quasiment 15% sur le territoire, diminution du même ordre de grandeur que celle estimée pour le département des Hautes Pyrénées sur la même période (-17%). Enfin les émissions de particules PM2.5, majoritairement émises par le secteur résidentiel diminuent de 16.5% sur le territoire du Parc depuis 2010, notamment grâce à la baisse de la consommation énergétique de ce secteur et à l'évolution estimée des équipements de chauffage au bois notamment. Les émissions de GES sur le territoire du Parc sont en diminution de 4,4% sur la période 2010-2017. Sur le département, on observe une diminution de l'ordre de 3.2%, sur la même période.

2.4.3. Sols

La politique nationale en matière de gestion des sites et sols pollués est menée dans le cadre réglementaire relatif aux installations classées (Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001). Les dispositions introduites par la loi du 30 juillet 2003 prévoient, lorsqu'une installation est mise à l'arrêt définitif, que son exploitant rétablisse le site dans un état tel qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire et l'exploitant ou le propriétaire du terrain sur lequel est située l'installation. A minima, l'exploitant place son site dans un état tel qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.

La connaissance de l'état de pollution des sols constitue donc un enjeu de l'organisation territoriale qui peut être déterminant pour le devenir des espaces concernés. En effet, la pollution des sols peut limiter la capacité des sites à évoluer selon des contraintes d'occupation du sol et des conditions financières acceptables car les opérations de dépollution et de réhabilitation peuvent être onéreuses. Ainsi, on est souvent en présence de sites potentiellement pollués abandonnés dont les collectivités, peinent à obtenir la réhabilitation ou à l'assumer dans le cas des sites orphelins.

En matière de risque sanitaire, la pollution des sols a potentiellement un impact sur les milieux naturels et sur l'homme par la dispersion des charges polluantes via notamment les eaux de surfaces et souterraines.

Il existe deux outils d'information sur les risques de pollution des sols :

- La base de données "BASOL" gérée par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable, élaborée sur la base des inspections des installations classées. Elle identifie les sites et sols potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif, et recense les sites pollués ou dont la pollution est fortement présumée. Il s'agit donc de situations clairement identifiées, traitées, en cours de traitement ou allant être traitées,
- La base de données BASIAS (base de données des anciens sites industriels ou activités de services) est gérée par le BRGM. Elle inventorie les sites, abandonnés ou non, susceptible d'être pollués. Cette base de données est établie à partir d'un inventaire historique, issu de recherches documentaires, permettant de recenser toutes les activités artisanales, commerciales ou industrielles, de 1850 à 2004, susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des sols.

La base de données BASOL n'identifie aucun site sur le territoire communal.

La base de données BASIAS identifie quant à elle 25 sites.

Identifiant	Raison sociale	Nom usuel	Etat occupation
MPY6500713	COMMUNE D'ARRENS MARSOUS / STEP		En activité
MPY6500714	COMMUNE D'ARRENS MARSOUS / STEP		En activité
MPY6500715	COMMUNE D'ARRENS MARSOUS / STEP		En activité
MPY6501071	CIE DES MINES ARRENS	CIE DES MINES ARRENS	Activité terminée
MPY6501626	DIUPLY / STATION SERVICE	STATION SERVICE ELF	Activité terminée
MPY6501627	RIOUR Jean / STATION SERVICE		Activité terminée
MPY6502101	DIUPLY / CARBURANTS DU SUD OUEST (STE)		Ne sait pas
MPY6502272	ESCALONA / DIJ		Activité terminée
MPY6502396	AUNOPS Jean / EXTRACTION DE MINERAIS MISPICKEL, PYRITE, ZINC, PLOMB		Activité terminée
MPY6503054	EDF ARRENS / NETTOYAGE DEGRAISSAGE DÉCAPAGE AVEC ORGANOHALOGENES OU SOLVANTS ORGANIQUES		En activité
MPY6503101	BACCI / DEPOT D'EXPLOSIFS		Activité terminée
MPY6503102	BACCI / DEPOT D'EXPLOSIFS		Activité terminée
MPY6503117	CASTELS FRÈRES / DEPOT D'EXPLOSIFS		Activité terminée
MPY6503121	CERVERA Jean / DEPOT D'EXPLOSIFS		Activité terminée
MPY6503135	DEPOT D'ARRENS / MINE / DEPOT D'EXPLOSIFS		Activité terminée
MPY6503137	DUHAR Antoine / DEPOT D'EXPLOSIFS		Activité terminée
MPY6503505	INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DES MARBRES (STE) / DEPOT D'EXPLOSIFS		Activité terminée
MPY6503515	ZALUPA Mario / DEPOT D'EXPLOSIFS		Activité terminée
MPY6503525	CARRIERE D'ARRENS / DEPOT D'EXPLOSIFS		Activité terminée
MPY6503561	DI TULLIO / DEPOT D'EXPLOSIFS		Activité terminée
MPY6503611	USINE ARRENS (EDF) / TRANSFORMATEURS		Ne sait pas
MPY6503612	USINE MIGOCLOU (EDF) / TRANSFORMATEURS PCB		Ne sait pas
MPY6503613	USINE TUCOY (EDF) / TRANSFORMATEUR		Ne sait pas
MPY6505340	ETUDES ET ENTREPRISES (STE) A ARGELES-GAZOST / DEPOT D'EXPLOSIF		Ne sait pas
MPY6505433	ETUDES ET ENTREPRISES (SA) / DEPOT D'EXPLOSIFS		Ne sait pas

2.5. RISQUES NATURELS ET ANTHROPIQUES

Le territoire communal est soumis à plusieurs types de risques.

Il est pour partie couvert par un Plan de Prévention des Risques naturels (PPR). Ce dernier a été révisé le 4 janvier 2016 et modifié le 23 décembre 2016. La révision concerne la partie nord de la commune et reprend le zonage réglementaire du document de prévention initial pour la vallée du Tech.

Il couvre les risques : avalanches, chutes de blocs, glissement de terrains, écoulements torrentiels et ruissellement/ravinement.

2.5.1. Inondation

La commune d'Arrens-Marsous est soumise au risque inondation. Ce dernier est identifié dans le PPR précédemment cité.

Le PPR est une servitude d'utilité publique s'imposant au PLU.

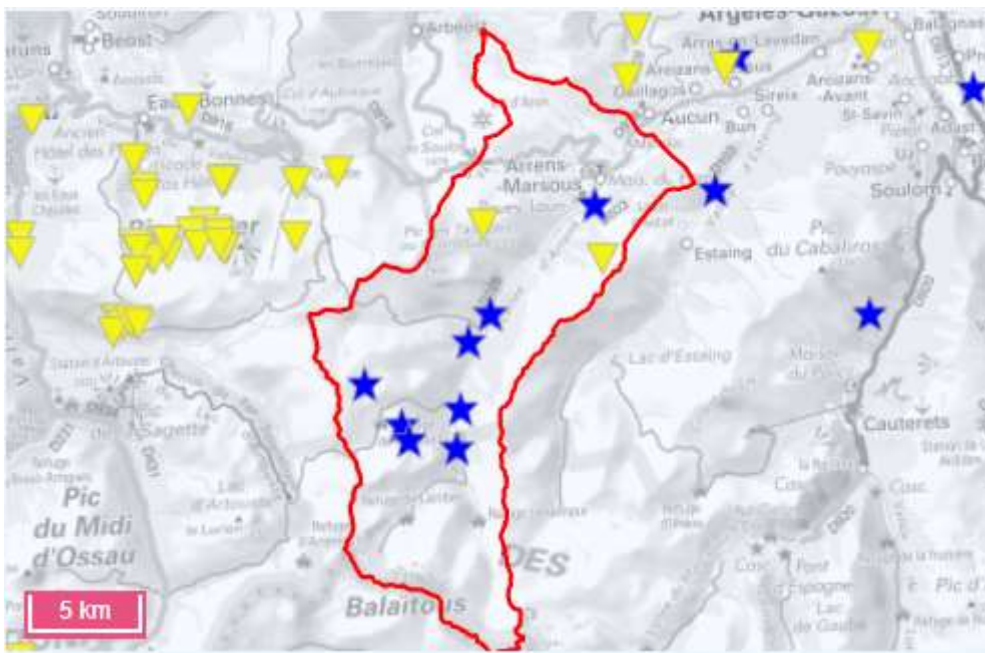
2.5.2. Le risque mouvement de terrain

La commune d'Arrens-Marsous est concernée par le risque mouvement de terrain. Ce dernier est identifié dans le PPR précédemment cité.

Le PPR est une servitude d'utilité publique s'imposant au PLU.

2.5.3. Les cavités souterraines

Le territoire est concerné par la présence de cavités de 11 cavités souterraines ; ces dernières sont de deux types : naturelle et ouvrage civil.



Localisation des cavités souterraines sur le territoire (source BRGM)

2.5.4. Le risque remontée de nappes

La nappe la plus proche du sol, alimentée par infiltration de la pluie, s'appelle la nappe phréatique. Dans certaines conditions (événements pluvieux exceptionnels, niveau d'étiage inhabituellement élevé), une élévation exceptionnelle du niveau de cette nappe entraîne un type particulier d'inondation dit " par remontée de nappe ". Une carte établie au niveau national par le BRGM indique, selon les altitudes moyennes de la nappe et la topographie locale du territoire, les susceptibilités variables des secteurs au phénomène remontée de nappes. La plage de visualisation de la carte s'étend du 1/500 000 au 1/100 000.

Le territoire est peu concerné par ce risque ; en dehors de secteurs ponctuels comme les abords de certains cours d'eau où la nappe est affleurante, la majeure partie du territoire est en effet concernée par un risque très faible à inexistant.

2.5.5. Le risque retrait-gonflement des argiles

Lors de périodes de sécheresse, le manque d'eau entraîne un tassement irrégulier du sol en surface : on parle de retrait. A l'inverse, un nouvel apport d'eau dans ces terrains produit un phénomène de gonflement. Ce phénomène de retrait-gonflement peut avoir des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles.

En l'espace de dix ans, ce risque naturel a affecté plus de 5 000 communes en France et son impact financier a été très important. Pourtant, il est tout à fait possible de construire dans des zones où l'aléa retrait-gonflement est considéré comme élevé, sans surcoût notable.

Dans le but de mettre en œuvre une politique de prévention vis-à-vis de ce risque naturel, le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (MEDD) a confié au BRGM en 1997 la réalisation d'un programme national de cartographie à l'échelle départemental de l'aléa retrait-gonflement des argiles.

Cette cartographie est disponible sur le site internet : www.argiles.fr. Des dispositions préventives pour construire sur un sol sensible au retrait-gonflement des argiles sont également disponibles sur ce site internet.

Arrens-Marsous est très peu concerné par ce risque. Seuls quelques secteurs dont le bourg d'Arrens et la partie nord de celui de Marsous sont concernés par un aléa faible.



Risque retrait-gonflement des argiles sur le territoire (source BRGM)

2.5.6. Risque sismique

L'aléa sismique est notable sur l'ensemble du département des Hautes-Pyrénées. Plusieurs manifestations sismiques ont déjà eu lieu dans le département et les phénomènes sismiques prenant naissance dans les départements limitrophes et en Espagne peuvent aussi être ressentis dans le département et causer des dégâts matériels et humains.

La commune d'Arrens-Marsous est concernée par un risque sismique de niveau 4 (moyen).

Les constructions neuves sont soumises à des règles de construction parasismique.

2.5.7. Radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches.

Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées.

Sur le territoire, ce potentiel est qualifié de fort.

2.6. CADRE DE VIE ET PATRIMOINE

2.6.1. Paysage

Le territoire communal d'Arrens-Marsous s'étend sur 10 055 hectares. La commune, de par les variations d'altitudes observées (de 850 m à plus de 3 000 m), se développe sur nombre d'entités spatiales donnant lieu à un territoire très contrasté.

Le relief, la végétation et l'activité humaine sont à la base des formations paysagères. Le paysage communal, organisé autour du Gave d'Azun, peut être découpé en trois entités paysagères :

- L'entité du nord de la commune, jusqu'au verrou de Pouey Laün,
- L'entité comprise entre le verrou et le barrage du Tech,
- L'entité comprise entre le barrage et la frontière espagnole.

2.6.1.1. Le nord de la commune, jusqu'au verrou de Pouey Laün

Quatre unités sont distinguées dans cet ensemble.

- La plaine alluviale du Gave d'Azun

Elle s'étend sur une largeur de 800 m environ, encadrée par les deux versants de la vallée. Elle est traversée sur toute sa longueur par la RD 918 et le Gave d'Azun et constitue la porte d'entrée vers le Val d'Azun.

Les vues depuis la route permettent de découvrir les hauts sommets de la chaîne pyrénéenne.

C'est dans cette zone que se sont développés les pôles urbains. L'implantation humaine a été facilitée par le caractère plat du relief.

Deux sous-ensembles peuvent être distingués :

- Le paysage de rive gauche

Espace relativement ouvert, ce paysage est façonné par l'activité agricole. L'occupation du sol est ainsi principalement liée à la céréaliculture. Le parcellaire, petit, issue d'une tradition agricole, est parfois parsemé de haies. On observe çà et là quelques habitations sur le bas de versant.

Au sud, la vision est fermée par le verrou, et elle est clôturée de part et d'autre par les versants. Notons que depuis la RD 918, la vue sur la Chapelle Pouey Laün est remarquable.

- Le paysage de rive droite

Il n'est vraiment visible qu'une fois le Gave d'Azun traversé, clôturé par la végétation rivulaire. C'est donc un paysage plus fermé que le précédent, ceinturé entre la ripisylve et le versant est. Au sud, la vue sur le village d'Arrens est obturée par l'épaulement est du verrou. L'occupation du sol se caractérise par des prairies de pacage et des campings.

- Le versant est entre le Gave d'Azun et le Pic de Pan

Ce secteur se caractérise par la présence quasi exclusive d'une hêtraie sapinière.

Le relief y est plus abrupt que sur le versant ouest. C'est un espace peu accessible. Seules les parties basses présentent des constructions.

De nombreux points de vue remarquables sur les villages d'Arrens et de Marsous sont offerts depuis la RD 103 menant au Col de Bordères.

- Le versant ouest, entre le Gave et les crêtes d'Aout et de la Serre

Le relief est globalement moins marqué que sur le versant opposé et les pentes plus douces. Le dénivelé est de 700 m sur 3 500 m entre la Crête de la Serre et le Gave.

Le paysage, plutôt fermé en bas, avec prédominance des formations boisées, devient de plus en plus ouvert en s'élevant en altitude, les boisements laissant la place à des landes puis des pelouses.

Les bosquets, les haies arborées, les pâturages et les granges structurent le paysage de basse altitude.

Cet espace a été façonné par l'agropastoralisme et est toujours entretenu grâce à cette activité.

Cependant, le changement de destination qui affecte cette zone foraine, transformation du bâti agricole en résidences secondaires, a des conséquences directes sur le paysage perçu.

L'aspect de jardin naturel qui constitue l'attrait initial de cette partie de commune, mérite une attention et une protection particulières afin d'éviter que cet espace ne devienne une banlieue verte.

La RD 918, qui mène au Col du Soulor et permet la desserte des granges, offre ponctuellement des points de vue remarquables sur le village d'Arrens et sa chapelle. Depuis le Col du Soulor, un paysage de moyenne montagne s'offre à la vue, dominé par les pelouses et les landes.

- La pointe au nord-ouest de la crête de la Serre

Zone de fort relief partiellement boisée, elle est essentiellement visible depuis le chemin de randonnée du Tour du Val d'Azun, et non depuis le reste de la commune.

2.6.1.2. Le sud du verrou de Pouey Laün

Après le village d'Arrens, la vallée prend le même nom en s'incurvant vers le sud.

Le verrou de Pouey Laün marque la transition avec l'entité précédente.

C'est la porte d'entrée dans un autre espace. Il s'agit d'une entité homogène (paysage de moyenne montagne) avec une particularité géologique sur le versant est : les quartiers Artouech, les Lenses, Esplaus se sont implantés sur des cônes d'éboulis et témoignent de la présence humaine.

L'occupation du sol du versant est caractérisée par des boisements tandis que landes et pelouses occupent le versant ouest.

L'activité hydroélectrique est nettement visible dans ce paysage, identifiée par deux éléments :

- La centrale située sur la route du Col de Bordères,
- La conduite accolée au versant ouest à l'entrée de l'entité paysagère.

Le relief est plus marqué, la profondeur de champ est réduite, le fond de vallée est étroit (largeur 30 m), le paysage se ferme jusqu'au barrage.

Celui-ci est un élément visuel important de la vallée. Il fait office de transition vers un paysage plus ouvert.

2.6.1.3. Le sud de la commune

Dans le prolongement de l'unité précédente, ce secteur est défini par un paysage montagnard.

Le paysage se caractérise par une vallée encaissée, un relief marqué avec de nombreux pics, des versants boisés de sapins.

Le Lac de Tech constitue une entité particulière dans le paysage, espace ouvert à l'intérieur d'une vallée étroite.

L'eau est très présente avec de nombreux ruisseaux intermittents qui entaillent le relief et de nombreux lacs d'altitude qui font la richesse de ce paysage.

L'agropastoralisme est encore présent dans la vallée d'Arrens : l'entrée dans la zone de pastoralisme est matérialisée par un panneau à l'aval du barrage.

L'anthropisation se caractérise essentiellement par l'activité hydroélectrique : centrales électriques du Plan du Tech, de Tucoy et de Migouelou, ainsi que par la RD 105. Celle-ci, en fond de vallée, est très empruntée l'été du fait de l'activité touristique existante.

De nombreuses randonnées débutent le long de cet axe, permettant de découvrir la richesse du site.

2.6.2. Patrimoine

2.6.2.1. Le bâti

■ L'architecture traditionnelle

L'habitat de la vallée présente des murs en pierre et des toitures en ardoise.

Les nombreuses formations schisteuses de la région ont permis à partir du XVIII^{ème} siècle, l'exploitation de gisements d'ardoises (dont les plus réputés étaient ceux de Lourdes, de Cauterets et de Bagnères-de-Bigorre), à flanc de montagnes, dans des conditions satisfaisantes. L'ardoise a donc remplacé le bardeau et la paille.

On compte encore de nombreuses maisons traditionnelles dans le Val d'Azun. Celles-ci restent un élément identitaire important à conserver et à intégrer dans le paysage urbain.

Elles sont réparties principalement au nord-ouest du territoire, dans les zones agglomérées ou ponctuellement dans les zones d'estives.

Les maisons comprennent souvent deux édifices perpendiculaires couverts d'un toit pentu. Le bâtiment principal, s'ouvrant en façade vers l'est, contient un vestibule, une salle commune et au sud débarras et réserve. Au second niveau se trouvent les chambres, le grenier occupant le troisième niveau.

La seconde partie de l'habitation abrite l'étable au nord-est et un fenil au-dessus. Dans son prolongement, on trouve poulailler, porcherie, surmontés d'un pigeonnier.

L'ensemble bâti est ceinturé par des clôtures (muret de pierres, haies vives, lattis de bois). L'espace non construit tient lieu de cour ; un jardin potager vient compléter le tout.

■ Les formes récentes de bâti

Plusieurs constructions récentes sont de style néo-bigourdins. Ce style inspiré des formes traditionnelles permet d'éviter une diversification des formes architecturales et peut aider à créer une image identitaire cohérente sur des secteurs d'urbanisation diffuse.

Les matériaux ou teintes utilisées rappellent l'architecture traditionnelle (toitures foncées, façades claires), permettant ainsi au bâti récent de s'intégrer dans le paysage urbain.

On remarque néanmoins une certaine hétérogénéité des styles.

L'implantation se fait en retrait de la voie.

2.6.2.2. Le patrimoine architectural

La commune dispose, sur son territoire de deux monuments inscrits ou classés à l'inventaire des monuments historiques :

■ La chapelle de Pouey Laün

Sa construction originelle date du XII^{ème} siècle. Selon la légende, deux colombes, parties de la fontaine des Aguilous, auraient désigné l'emplacement de deux sanctuaires : Héas et Pouey Laün.

Hissée au sommet d'une butte dans un décor pastoral, la Capera Dorata (Chapelle dorée) a toujours été très visitée par les pèlerins du Val d'Azun.

D'abord de style roman puis gothique flamboyant, elle fût détruite puis reconstruite au XVIII^{ème} siècle, son retable fût sculpté par la célèbre famille des Ferrère d'Asté.

La vierge est représentée sur le retable et l'autel, de l'Annonciation à l'Assomption et au couronnement. L'ancien jubé en bois sculpté est aujourd'hui au fond de l'église.

Le sol de la chapelle est taillé dans le granit de la montagne et rappelle la source qui traversait le transept.

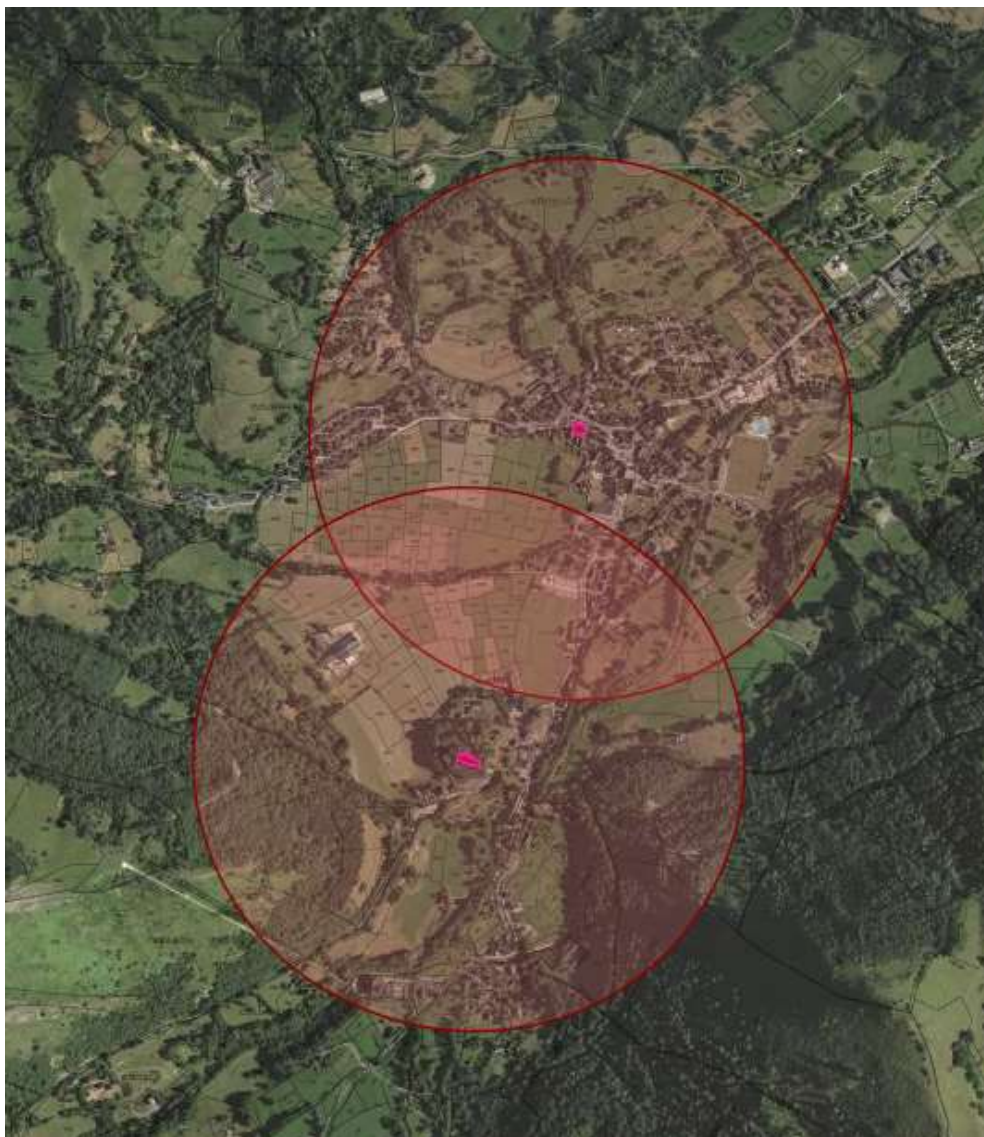
La basilique reçut en 1807 la visite de la reine de Hollande, Hortense de Beauharnais, mère de Napoléon III, grâce à laquelle la "Madonne Dorée" fut rendue au culte.

La chapelle de Pouey Laün a été classée Monument historique par arrêté du 11 septembre 1954.

■ L'église d'Arrens

L'église fortifiée est du XV^{ème} siècle. Elle est entourée d'un mur d'enceinte crénelé.

Elle a été inscrite par arrêté du 16 février 1989. La fenêtre de l'abside, le portail occidental et les bénitiers extérieurs ont été inscrits en 1941 (arrêté du 10 décembre 1941).



Localisation des monuments historiques (source : Atlas des patrimoines)

Outre ces deux monuments, deux autres éléments sont à citer. Il s'agit :

- Du pont d'Arrens,
- De l'église de Marsous.

2.6.2.3. Le patrimoine archéologique

Cinq zonages archéologiques ont été définis sur le territoire communal par le Service Régional de l'Archéologie :

- Marsous, le village : Eglise Saint Martin, d'origine romane, et abords,
- Caubère et Saint Martin : Ruines de l'église de Saint Martin et vestiges d'habitat ancien,
- Arrens, le village : Eglise Saint Pierre (XVème - XVIIIème siècles), cimetière et abords,
- Bathère : Emplacement de l'ancienne chapelle et hôpital médiéval de Saint Vincent,
- Pouey Laün : Chapelle et abords.

3. ARTICULATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET LES PLANS OU PROGRAMMES

3.1. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE ADOUR-GARONNE

Les objectifs environnementaux du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 sont précisés au chapitre 5 du SDAGE et concernent notamment le bon état pour chacune des masses d'eau du bassin.

Afin d'atteindre ces objectifs environnementaux, le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 est organisé autour de quatre orientations et de 152 dispositions.

Les quatre orientations du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 sont :

A-Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE,

B-Réduire les pollutions,

C-Améliorer la gestion quantitative,

D-Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques.

Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE

Le SDAGE propose notamment de renforcer l'organisation par bassin versant en lien avec l'évolution de la réglementation et la prise en compte des enjeux de l'eau dans l'aménagement du territoire et les documents d'urbanisme.

Réduire les pollutions

Les pollutions ponctuelles ou diffuses compromettent l'atteinte du bon état sur de très nombreuses masses d'eau. Afin de lutter contre ces pollutions, de préserver et reconquérir la qualité des eaux, le SDAGE demande :

- D'agir sur les rejets en macropolluants et micropolluants,
- De réduire les rejets ponctuels et diffus de polluants issus des activités domestiques, industrielles et agricoles,
- De préserver et reconquérir la qualité de l'eau pour l'eau potable et les activités de loisirs liées à l'eau.

Améliorer la gestion quantitative

Le bassin Adour-Garonne est soumis à des étiages sévères et fréquents. La gestion quantitative équilibrée de la ressource en eau est donc un enjeu majeur, essentiel pour le bon fonctionnement des milieux aquatiques, la préservation de la salubrité publique et de la sécurité civile, l'alimentation en eau potable en quantité et en qualité et, plus généralement, la garantie d'un développement durable des activités économiques et de loisirs.

Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques

L'atteinte des objectifs du SDAGE implique de manière concomitante une bonne qualité des eaux et le maintien de la diversité des habitats propices à l'installation des populations animales et végétales.

Le rôle de régulation des espaces naturels est primordial à favoriser au regard des impacts prévisibles du changement climatique.

Il convient alors de privilégier, partout où cela est réalisable, un fonctionnement le plus « naturel » possible des milieux aquatiques garant de leur bonne résilience, c'est-à-dire de leur capacité à s'adapter aux pressions humaines et au changement climatique, sans remettre en cause systématiquement les aménagements anciens et les équilibres qui en découlent.

L'enjeu pour le SDAGE 2016-2021 est de réduire les problèmes de dégradation physique des milieux dans le but d'atteindre le bon état ou le bon potentiel écologique. Il s'agit d'accentuer les efforts selon cinq axes :

- Réduire l'impact des aménagements hydrauliques sur les milieux aquatiques,
- Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau et le littoral,
- Préserver et restaurer les zones humides et la biodiversité liée à l'eau,
- Préserver, restaurer la continuité écologique,
- Réduire la vulnérabilité et les aléas d'inondation.

Les évolutions du règlement écrit sur l'aspect des constructions prévues dans le cadre de la modification simplifiée n°1 projet seront sans incidence sur le SDAGE.

4. ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET SUR LE SITE NATURA 2000

La modification simplifiée n°1 prévoit :

- Une évolution du règlement écrit concernant l'aspect des constructions agricoles dans la zone A et N,
- Une harmonisation des règles sur ces deux zones (A et N) destinées à accueillir de nouvelles constructions agricoles.

Au regard des évolutions envisagées dans le règlement écrit, la modification simplifiée n°1 n'aura pas d'incidence notable sur l'environnement et le site Natura 2000.